

UN AN  
D'**ACTION**  
POUR PLUS  
D'**ÉGALITÉ**  
Rapport d'activités 2020



# Sommaire

**Edito : Etre les témoins « micro » de logiques « macro »**

**Nos thématiques d'action**  
**Une action bouleversée par la crise sanitaire**

**Les « trois justices » : les axes prioritaires de notre action**

- La justice migratoire : soutien aux sans-papiers et aux primo-arrivants
- La justice climatique : transition, changement de modèle et ... « Faire soi-même »
- La justice sociale : via le logement et la défense des allocataires sociaux

**Un enjeu de taille : une démocratie qui se cultive, qui se défend, qui se numérise...**

- Démocratie et numérique : entre critique, autodéfense et appropriation
- Démocratie « très » culturelle : créativité et expression en collectifs
- La démocratie à faire vivre et à protéger

**Dynamiques d'adaptation et de réinvention en temps de pandémie**

- Le lien social : socle crucial du travail d'éducation permanente
- Réduire la fracture numérique : équiper, former... et créer !
- En visio, en plein air, dans les livres ou sur papier : maintenir du débat citoyen !
- Recueillir des expressions citoyennes et occuper l'espace public
- En première ligne : une solidarité immédiate et concrète

**Bilan global : Education permanente et Covid, « Racommoder » une société qui se défait**

- Un métier chamboulé
- Témoins de l'augmentation des inégalités
- Consolider les fondations

**Campagne de sensibilisation : La sécurité sociale, notre meilleure protection face aux crises. Renforçons-la !**

**Publications**

## ETRE LES TÉMOINS

« **MICRO** »

DE LOGIQUES

« **MACRO** »

La spécificité de notre mouvement est de rassembler des citoyens à l'échelon local, dans la proximité, en prônant des valeurs d'égalité.

Proximité - Citoyenneté - Egalité... Trois mots en « té » qui résument à l'extrême la démarche déployée au quotidien par le mouvement.

C'est en confrontant les réalités concrètes du vécu de chacun.e qu'émerge la prise de conscience. C'est en tentant de comprendre, d'analyser, de repérer les causes et conséquences de ces réalités que naissent le regard critique et des savoirs collectifs. C'est en s'appuyant sur ces savoirs co-construits que peut grandir la conviction du pouvoir d'agir de chacun.e dans la société et que peuvent se développer des actions de changement social, même à petite échelle.

Ces processus sont souvent l'occasion de prendre conscience des rapports de domination et de lutter contre. Notre vécu est souvent un témoignage « micro » des conséquences concrètes de logiques à l'œuvre sur le plan « macro » : nos modes de consommation, l'accès au logement, les problèmes d'emploi, les politiques d'accueil des migrant.e.s, la répartition des richesses, la politique de santé publique pour ne citer qu'eux.

Dans tous les cas, c'est cette démarche fondamentale qui est moteur de participation citoyenne. C'est cette démarche qui fonde l'ensemble de l'action du mouvement.

## Nos thématiques d'action

### QUESTIONS DE CONSOMMATION

Toutes les questions qui touchent d'une part à l'égalité d'accès aux biens et services de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société ; d'autre part à la protection des consommateurs. On trouvera donc ici les travaux réalisés sur l'accès à l'énergie, à une alimentation saine à portée des petits budgets. Mais aussi l'analyse critique concernant le système agro-alimentaire et la grande distribution, les pratiques de crédit et de marketing ; les recherches en matière d'alternatives de consommation.

### CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE

Cette thématique couvre d'une part, tout ce qui concerne l'observation du paysage politique, aux différents échelons, du local à l'international ; et d'autre part l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la participation citoyenne.

### LE VIVRE ENSEMBLE

Cette thématique vise trois objectifs. Le premier concerne l'observation des rôles sociaux, en particulier leur déclinaison dans les relations familiales, et de quartier. Le deuxième objectif cible la lutte contre les pratiques discriminantes dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations : étrangers, jeunes, seniors, malades... Le troisième objectif consiste en la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le vivre ensemble.

### EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS

Cette thématique vise à la fois les politiques d'emploi et toutes celles qui en découlent, par le biais des cotisations sociales et de l'impôt : mécanismes de protection sociale et services collectifs. Dans cette approche, on rassemble l'observation des politiques d'emploi et l'évolution du monde du travail, mais aussi les politiques vis-à-vis du droit au chômage, aux soins de santé, l'avenir des pensions ; les services publics et les politiques de libéralisation et/ou privatisation de la poste, du chemin de fer, de l'énergie...

### PAUVRETÉ ET EXCLUSION

Cette thématique porte, comme l'indique son nom, un regard critique sur l'observation des facteurs d'appauvrissement et d'exclusion. Mais nous avons également choisi d'inscrire dans cette thématique le travail considérable accompli au sein du Mouvement touchant à un droit essentiel pour les populations, celui de vivre dans un logement décent, financièrement accessible. Un droit de plus en plus difficile à concrétiser pour un nombre croissant de personnes.

### MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ

Toutes les questions, analyses, expériences qui interrogent le modèle capitaliste actuel, ses acteurs, ses dirigeants, ses impasses et ses dérives inégalitaires. Elle comprend aussi le chantier sur la recherche, des principes, des conditions et des critères qui peuvent aider à définir les contours d'un modèle de société plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète.

# UNE ACTION BOULEVERSEE PAR LA CRISE SANITAIRE

L'événement que représente la pandémie de Covid-19 pour l'ensemble de la société influencera également la structure de ce rapport. Au lieu de proposer un regard sur nos activités à partir de nos thématiques d'action, nous observerons plutôt leur déploiement en fonction du contexte de l'actualité. L'année 2020 a été rythmée par des « saisons » d'activité très variées, faisant passer les professionnels et les militants des *Equipes Populaires* par des montagnes russes émotionnelles, avec des perspectives tuées dans l'œuf, des moments de paralysie, d'inventions, de découragement, de redémarrage, d'adaptation...



## Les « trois justices » : les axes prioritaires de notre action

En octobre 2019, une grande rencontre citoyenne avait rassemblé plus d'une centaine de participant.e.s issu.e.s de toutes les régionales du mouvement. Participative, conviviale, cette journée avait aussi contribué à poser les bases d'une possible reconfiguration thématique de certaines de nos grandes lignes d'action. En effet, elle était centrée sur trois justices à articuler : la justice sociale, la justice climatique et la justice migratoire. Il n'est pas étonnant, dès lors, que les enjeux travaillés lors de cette journée, enracinés dans l'action locale, se soient vu encore renforcés dans les perspectives pour 2020.



### La justice migratoire : soutien aux sans-papiers et aux primo-arrivants

Nous entendons la **justice migratoire** comme le droit fondamental pour les êtres humains de migrer en vue de rencontrer les conditions d'existence pour vivre dignement. Cet enjeu, international par nature, s'incarne toutefois très concrètement dans des réalités locales qui touchent de près notre mouvement. Ainsi, notre régionale de Verviers est impliquée depuis plusieurs années dans un **collectif citoyen de soutien au groupe de la Voix des Sans-Papiers**. Ce collectif accompagne les personnes pour les outiller dans leurs combats, pour favoriser leur expression et la compréhension mutuelle des enjeux liés à la migration et à l'accueil. À Nivelles, c'est au sein de la plateforme « **Nivelles Commune Hospitalière** » que des militants des *Equipes Populaires* s'impliquent, notamment dans l'animation de tables de conversation intitulées « La Causette », tandis que notre régionale du Luxembourg collabore avec l'espace **La Trêve à Arlon** pour accompagner un groupe de primo-arrivants et travailler avec eux leur inter-compréhension mutuelle : d'où ils viennent, quelles réalités sont les leurs... À Mouscron, le réseau **Mouscron Terre d'Accueil** regroupe des bénévoles et des professionnels mobilisés depuis l'installation d'un nouveau centre Fedasil en 2019. Ce réseau conçoit et organise des animations favorisant le vivre-ensemble et envisage, notamment, de travailler avec les demandeurs d'asile la notion de « choc culturel ».

### La justice climatique : transition, changement de modèle et... « Faire soi-même »

La **justice climatique**, quant à elle, met l'accent sur l'importance de répondre aux urgences climatiques (et environnementales au sens large) de façon juste et en y intégrant la lutte contre les inégalités, tant entre pays du Nord et du Sud, qu'au sein des différents groupes sociaux des pays occidentaux. Cela signifie, pour notre mouvement ancré dans les milieux populaires, l'exigence **d'impliquer tout le monde dans la recherche d'alternatives et de solutions**, y compris les personnes les plus précarisées, et en interrogeant l'accessibilité de ces alternatives. Cela peut passer par l'organisation de **débats grand public** (ainsi, à Nivelles, Jean-Pascal Van Ypersele a été invité pour une grande

conférence ayant rassemblé plusieurs centaines de personnes), mais aussi par des démarches qui démarrent de **questionnements beaucoup plus pratiques**.

À Philippeville, un groupe initialement appelé « **Manger sain et moins cher** » a ainsi évolué vers une approche plus large intitulée « **Vivre la transition** ». À Court-Saint-Etienne, c'est dans le cadre de la Semaine de la mobilité que les *Equipes Populaires* se sont impliquées à travers la réalisation d'une enquête de rue afin de dégager des revendications à destination des élus locaux.

La démarche initiée par notre régionale luxembourgeoise sur le terrain de la ZAD d'Arion part, elle aussi, des attentes populaires : un **BRICO (Bureau de Recherche et d'Investigation des Communs)** inspiré par les *Acteurs des Temps Présents* a été organisé au départ de cette question : « s'il fallait réparer quelque chose dans notre société... ce serait quoi ? ». À Verviers, l'équipe régionale s'est mobilisée autour d'un projet de **marche citoyenne** durant 4 jours, traversant trois frontières linguistiques et interrogeant, chaque jour, les notions de transition, de « CARE » et la place de la culture dans notre société, via des rencontres et des événements en soirée.



### Faire autrement, faire soi-même

Le « **Faire soi-même ensemble** » apparaît, dans le développement de notre action au fil des années, comme un pan important de mobilisation des personnes sur le chemin de cette **justice climatique encore très loin de notre portée**. Notre thématique n°1 (« Questions de consommation ») regroupe de plus en plus d'activités qui sont au carrefour entre la consommation critique et une critique plus radicale de la consommation par le « Faire soi-même ». Parmi les exemples les plus emblématiques au sein du mouvement : les **divers jardins collectifs et solidaires** à Dampremy (Groupe Astuce Nature), à Mons (Solijardin), à Baudour (Jardin Solidarités) et à Mouscron (Bouillon de culture). Le terrain commun du quartier d'Aumale est aussi un espace dans lequel se développe le « faire ensemble », notamment un potager mais pas seulement, avec des gens de tous âges, de toutes origines au sein du projet *Aumale vit-Aumale leeft*.

Autre initiative solidement implantée dans plusieurs régionales : les « **Tables d'autres** » qui consistent en l'organisation d'une récolte d'inventus de marchés locaux, avec cuisine collective et réflexion sociétale au menu : ces tables d'autres s'organisent à Charleroi, à Court-Saint-Etienne et à Anderlecht. En région montoise à Baudour, *l'École de la rue* animée par les *Equipes Populaires* est aussi très active en matière de « faire soi-même », avec l'organisation mensuelle de Repair Cafés, mais aussi au moyen de l'implication de bénévoles dans le magasin de seconde main « **Un autre mode de vie** ». Les nombreux **ateliers conso et écoles conso** du mouvement (notamment dans la région liégeoise à Neupré, Othée, Verlaine, Chaufontaine, dans la région montoise à Quaregnon mais aussi à Fernelmont et à Bastogne avec le groupe *Orient'action*) ne s'orientent bien sûr pas tous vers le « Faire soi-même » (on y parle aussi données personnelles, assurances ou ravages de l'hyperconsommation entre autres), mais des activités de ce genre y prennent place de plus en plus souvent. Cette importance croissante du « faire soi-même », au départ de questions de consommation s'articulant de plus en plus aux enjeux climatiques globaux, conduisent naturellement à des questionnements de fond sur la nature de notre action d'éducation permanente. Ces interrogations ont d'ailleurs mené l'organisation générale à organiser un colloque sur ce sujet : « **Faire soi-même est-il un acte politique ?** » (Webinaire le 26 novembre 2020).

### La justice sociale : via le logement et la défense des allocataires sociaux

Le troisième pied de nos « trois justices », la **justice sociale** est surtout - et même plutôt - le socle des deux autres. Elle irrigue l'ensemble de nos préoccupations en tant qu'acteur d'éducation permanente. Elle s'incarne de façon particulièrement tangible chez nous dans **les enjeux liés au logement**, qui demeurent une préoccupation importante dans notre mouvement. Et ceci, tant en milieu urbain à Bruxelles que dans des territoires ruraux comme le sud de la province de Namur.

À Bruxelles, cet enjeu est travaillé au sein d'assemblées de locataires (à Auderghem-Stockel et dans le **groupe Loyers abusifs**), dans des groupes dédiés au logement (**Pauvres de Toit**, **Maison Mosaïque** à Laeken, chasse aux logements vides et ateliers logements au CPAS à Anderlecht). Cette pluralité d'engagements de terrain a débouché logiquement sur l'implication active de notre régionale bruxelloise dans des collectifs, notamment *Rendre visible l'invisible* à l'occasion de la journée de refus de la misère en octobre, et pour des mobilisations à l'échelle européenne : le *Housing Action Day*.

Dans la région liégeoise aussi, un groupe a commencé à réfléchir aux difficultés d'accès à un logement à Seraing. En province de Namur, les groupes **ALF (Action Logement Florennes)** et **CLAP (Citoyenneté et Logement en Action à Philippeville)** continuent de rassembler des locataires qui échangent sur les difficultés qu'ils rencontrent, de même qu'à Tournai, un groupe **DAL (Droit au Logement)** poursuit une analyse concrète et l'élaboration de revendications/propositions sur le secteur du logement dans la région.

La **justice sociale** est particulièrement mise à mal lorsque des bénéficiaires d'allocations sociales, déjà fragilisés par leur situation, sont confrontés à des manquements de l'administration qui les empêchent d'avoir recours à leurs droits les plus élémentaires. Ces **situations de non-effectivité aux droits** sont en augmentation, ce qui a conduit notre régionale de Bruxelles, par exemple, à aller à la rencontre des bénéficiaires du CPAS de Schaerbeek afin de construire avec eux une sorte de « syndicat des allocataires sociaux », en tout cas un cadre collectif permettant d'agir sur les situations subies.

Même genre de situation à Couvin où des militants des équipes locales de la région ont décidé de prendre ce problème à bras-le-corps pour défendre les droits sociaux des allocataires suite à une rencontre avec l'ADAS (association de défense des allocataires sociaux). À l'échelle du mouvement, cette problématique qui remonte du terrain est d'ailleurs envisagée comme thème de campagne d'axe 4 pour l'année à venir.



# Un enjeu de taille : une démocratie qui se cultive, qui se défend, qui se numérise...

D'autres enjeux prennent de l'importance au sein de notre mouvement. On peut les regrouper dans un second ensemble qui développe diverses dimensions de la démocratie, dans ses volets numérique, culturel, participatif. Les évolutions de la démocratie interrogent et interpellent à tous les niveaux. En tant que mouvement d'éducation populaire, l'approfondissement démocratique est autant un horizon qu'une pratique et qu'une attention à porter dans les moindres dimensions de l'actualité - et de notre actualité de mouvement.



## Démocratie et numérique : entre critique, autodéfense et appropriation

Bien avant même que le confinement ne nous force à une appropriation accélérée des outils numériques, nous avons commencé à développer une action concernant cet enjeu incontournable, avec les nombreux **ateliers d'histoires digitales** initiés puis développés dans notre mouvement depuis cinq ans, ateliers qui permettent aux participants de combiner une démarche de libération de parole (se raconter) avec une appropriation d'outils numériques de base (quelques logiciels libres). En 2020, des ateliers d'histoires digitales étaient prévus à Arlon, à Liège, à Bruxelles et à Mouscron - certains ont pu être maintenus et adaptés pour pouvoir se tenir en visioconférence.

Autre angle d'approche du numérique qui prend de l'importance dans nos groupes locaux : la critique du fonctionnement même des plateformes numériques et de l'Internet, en droite ligne d'une campagne d'axe 4 organisée en 2018 par les *Equipes Populaires*. Comment sont utilisées nos données ? Quels impôts (ne) paient (pas) les GAFA ? Peut-on fonctionner avec d'autres logiciels ? Comment diminuer les traces qu'on abandonne aux géants du numérique ? Notre régionale liégeoise a développé, en partenariat avec une autre association, des **ateliers d'autodéfense numérique** qu'elle organise entre autres sur les campus étudiants (et qui ont été adaptés en visioconférence). Enfin, il va sans dire que l'augmentation des pratiques numériques due aux confinements a encore accru la réflexivité de notre mouvement sur la **fracture numérique**, la circulation de **l'information et les types de liens induits par les réseaux sociaux**. Ces enjeux avaient fait l'objet d'une contribution propre dans le cadre d'une journée d'étude organisée par le CIEP-MOC en février 2020 (« L'éducation permanente est-elle totalement déconnectée ? », Cf. actes de la journée en ligne).

La numérisation de la démocratie porte avec elle **une série d'enjeux en tension les uns avec les autres** : d'une part, la préoccupation **d'inclusion des publics** peu familiarisés au numérique à travers des objectifs **d'alphabétisation numérique** (fortement accrus par le confinement, voir ci-dessous) ; d'autre part, le souci de **dénoncer les dérives de ce tout-au-numérique et les ravages des réseaux sociaux** en matière de rapport à l'information, à la vérité

et de relations humaines. Cette tension n'est pas une contradiction : on ne peut adopter un regard critique sur les choses qu'en y étant immergés, qu'en les pratiquant, qu'en partageant des évolutions de société, que cela nous plaise ou non.

## Démocratie « très » culturelle : créativité et expression en collectifs

Par son absence des priorités politiques, la « culture » (un pan de la culture) a paradoxalement connu un coup de projecteur durant le second confinement. Et, comme un emboîtement de poupées russes, par son absence des priorités « culturelles », l'éducation permanente prend conscience d'elle-même et de son invisibilité, dans la sphère publique, en tant que productrice de culture. Nos associations sont pourtant au cœur de la démocratie culturelle. Elles produisent des récits, des œuvres, des paroles, du sens au plus proche des réalités vécues. Ce fut encore le cas en 2020 aux *Equipes Populaires*, notamment à travers **divers moyens d'expression qui prennent de l'importance dans le mouvement**. Ces productions culturelles (théâtre-action, jeu de société, conte, musée...) ne sont bien sûr pas les seules vectrices de démocratie culturelle. Elles peuvent toutefois en constituer les porte-drapeaux par leur caractère emblématique.



Le **théâtre-action** tout d'abord. C'est dans la régionale de Verviers que cet art collectif, toujours travaillé à partir des témoignages des acteurs-participants, est le plus développé, avec trois groupes en théâtre-action. Le groupe « **Les colibris du logement** » a créé et joué deux représentations en février 2020 de sa pièce « **Que serais-je sans toit** », tandis que le groupe « **Identités plurielles** », qui avait déjà créé la pièce « **Histoires amères, à mères, à mers** » sur les réalités de l'immigration, remet le couvert en travaillant à un nouveau spectacle baptisé « **Najbaroj** ». Le groupe « **L'illettrisme osons en parler** » n'a pas pu avancer à cause de la pandémie, mais est en cours de création



également. À Mons aussi, le groupe de théâtre-action a travaillé à la réécriture de sa pièce « *Voyage en absurdie* », qui traite de situations paradoxales et décalées liées à certaines décisions politiques. Cette réécriture se nourrit des réactions du public aux premières représentations. Enfin à Namur, la pièce « *L'Effet Paillasson* », qui aborde la montée du populisme et les dérives liées aux privations de libertés, n'a pu être jouée en 2020 mais est sur les starting-blocks pour 2021.

D'autres formes d'expression et d'autres espaces culturels sont utilisés dans le mouvement. Au sein de la régionale de Charleroi-Thuin, un **groupe d'écriture de contes progressistes** élabore collectivement des histoires pour tenter d'approcher certains fonctionnements du capitalisme ou de la géopolitique mondiale. Ce travail d'écriture mène le groupe à creuser ses sujets et le confronte aux retours (parfois critiques) des lecteurs au sein du mouvement. Toujours à Charleroi, **l'atelier de création de jeu de société** a dû patienter en 2020, Covid oblige. À Assesse, c'est **dans une bibliothèque qu'un groupe de bénéficiaires du CPAS se réunit régulièrement** pour préparer des activités à dimension culturelle (participation à des ciné-débats, ateliers d'écriture...). Enfin, la venue du **Musée du capitalisme** à Verviers a été l'occasion pour des militants, comme ce fut le cas à Mons il y a trois ans, de devenir des « guides » occasionnels hors pair pour les visiteurs.

### La démocratie à faire vivre et à protéger

Sur la lancée de notre campagne de sensibilisation en 2019 sur le populisme, plusieurs groupes et projets maintiennent cette réflexion et cette vigilance. Outre la pièce de théâtre-action mentionnée dans les paragraphes ci-dessus (« *L'Effet Paillasson* »), on peut noter une forte mobilisation sur ce thème dans notre régionale du Luxembourg avec l'implication dans le **CFO (Collectif des Femmes qui l'Ouvrent)** qui mène des actions de visibilité dans l'espace public contre l'extrême droite. Ce fut encore le cas en 2020 avec une campagne d'affichage en mars (« Je ne compte pas la fermer », qui abordait la double thématique de la porte ouverte aux réfugiés et de la prise de parole face à l'extrême droite). D'autres groupes réfléchissent à la fragilisation de la démocratie, notamment à Flémalle, où un groupe interroge les techniques de manipulation et de propagande, à Seraing avec le **groupe l'Espace 23** qui se questionne sur l'UE et le Brexit, à Tournai avec un groupe Senior CSC autour du populisme, ainsi que dans le groupe de Pâturages, qui se consacre à l'analyse du fonctionnement de notre démocratie et à des évolutions actuelles (gilets jaunes, GAFAM, etc.).

La démocratie, tout comme les droits et les sentiers de randonnée, n'existent réellement que si on s'en sert, que si on les pratique ! La **préoccupation de participation à la vie démocratique** sous toutes ses formes (locale, culturelle, associative...) parcourt les moindres recoins de notre mouvement. Cela se marque, entre autres exemples, par la création à Verviers d'un **groupe « politique »**, rassemblant des citoyens soucieux de s'exprimer par rapport aux interminables crises politiques verviétoises. Ou encore, du côté de Mons, par la tenue d'une **assemblée régionale** élargie conçue pour favoriser la parole et la participation des participants aux groupes locaux. Le **groupe de La Louvière centre** est également dédié à la participation citoyenne, notamment à la vie communale. À Liège, le **groupe du Laveu** a réalisé une action de désobéissance civile en dessinant des petits pas d'enfants sur les trottoirs. Il a aussi réalisé des fiches-projets en négociation avec la Ville de Liège, afin de parvenir à améliorer la sécurité routière. À Châtelain, c'est une **alliance citoyenne** qui se mobilise pour faire changer les choses dans la commune, avec un combat pour l'installation de ralentisseurs efficaces dans une rue de cité.

## Dynamiques d'adaptation et de réinvention en temps de pandémie

La première vague de Covid-19, d'abord marquée par un coup d'arrêt forcé des activités, a provoqué un certain désarroi collectif, très vite suivi de solidarités de première ligne, de récoltes d'expressions citoyennes et de premières tentatives parfois balbutiantes de réinventer l'action. Lors de la seconde vague, c'est l'explosion de créativité qui a pris le dessus.

Maintien du lien social entre les personnes, actions réinventées, expérimentation de pratiques numériques nouvelles, parole politique sur l'espace public... Sous la contrainte, notre action d'éducation permanente s'est déployée comme elle le pouvait, là où les règles sanitaires le permettaient, selon les besoins qui se faisaient sentir. Cela a conduit à des innovations multiples et à certains « retours aux sources » qui, en creux, mettent en lumière des aspects invisibles (parfois des fondamentaux oubliés) de l'éducation populaire.

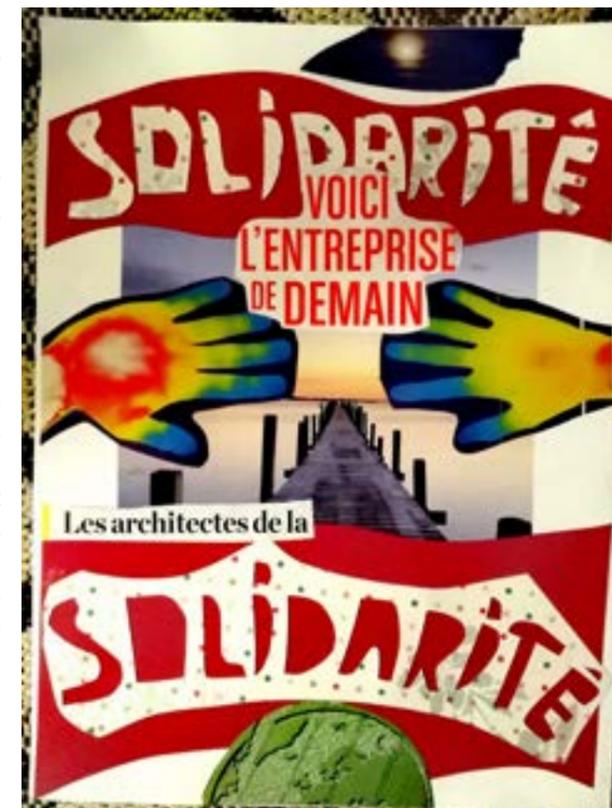
### Le lien social : socle crucial du travail d'éducation permanente

Qui dit confinement, pense isolement... A côté de ses horribles conséquences médicales et sanitaires, la pandémie engendre un autre fléau : celui de personnes isolées, celui des relations sociales empêchées, celui de l'initiative collective perturbée. Au sein des diverses régionales du mouvement, le maintien du lien social est apparu comme un socle absolument crucial à préserver. Le monde médical et les autorités politiques ont largement mis en lumière les enjeux de santé mentale ou d'équilibre psychologique des populations, ainsi que les dangers que provoque l'épidémie en ce domaine. Nul doute que notre mouvement, comme l'ensemble du secteur associatif, joue un rôle important sur ce terrain.

Mais - tout aussi fondamental - le lien social est indispensable si l'on veut « faire société ». Cela paraît évident : il ne peut y avoir de collectif si le lien social est détruit. Être en relation avec d'autres, pouvoir communiquer, se sentir en solidarité, c'est essentiel si l'on veut être en mesure de penser la société ensemble, de créer ensemble, d'agir sur le monde qui nous entoure.

Maintenir le lien, particulièrement en cette période, c'est se donner les moyens d'agir concrètement contre des situations de pauvreté dramatiques vécues par certains. C'est aussi permettre de rendre visibles des témoignages, des réflexions, des analyses, qui - regroupées - soulignent avec force le ressenti et les aspirations de toute une population. Et c'est bien de tout cela que les différentes régionales et de nombreux groupes du mouvement se sont emparés avec persévérance depuis le début de cette crise sanitaire.

Le **téléphone**, que l'on avait un peu tendance à délaissé pour lui préférer le mail, les messageries numériques ou



## Nos pratiques en temps de pandémie

autres réseaux sociaux, réoccupe une place centrale dans ce contexte d'absence de contacts physiques. Partout dans le mouvement, les permanents, les militants locaux prennent des nouvelles les uns des autres, se parlent, se soutiennent grâce au téléphone. Il maintient le maillage des relations et c'est essentiel !

Pour rompre l'isolement, la plupart de nos régionales ont progressivement instauré, chacune à leur manière, des **visites sur le pas de la porte** pour garder un contact physique, par exemple à Jemappes, La Louvière, Manage, Baudour... Dans la régionale liégeoise, une **chaîne-relais** est même organisée : chaque militant reçoit la visite de « facteurs-relieurs » qui véhiculent des cartes postales, des petits textes ou petites pâtisseries à aller porter chez un.e autre, et ainsi de suite... Avec ironie, on parle de « visites domiciliaires » aussi dans la régionale de Namur, qui instaure un rythme d'environ deux tournées par semaine, région par région... Un petit contact est organisé sur le seuil de la maison avec les militant.e.s des groupes.

À Lessines, un **courrier chinois** est mis en place. L'idée est simple : retourner aux fondamentaux de la communication, le courrier papier ! Chaque membre est chargé d'écrire une ou deux phrases dans 6 thématiques proposées : logement, travail, soins de santé, relations humaines/familiales, pauvreté et fracture numérique. Il lui est également possible d'écrire quelques lignes pour exprimer ses ressentis. Celui qui entame la dynamique envoie sa production à un second membre du groupe qui l'étoffe de la sienne et ainsi de suite... Le lien est maintenu, et cela permet aussi de rencontrer des objectifs de débat citoyen (voir ci-dessous).

Les **groupes Messenger et WhatsApp** se sont mis à proliférer également. Ils permettent *a minima* le maintien des contacts, la prise de nouvelles et, parfois, un peu de débat de fond. Mais ils posent aussi des questions importantes : **peut-on vraiment échanger via ce genre de canal ?** N'est-on pas seulement dans le dialogue de sourds, chacun affirmant ce qu'il pense sans pouvoir bénéficier de tous les éléments physiques (un lieu, un visage, des sons, des gestes, etc.) qui favorisent l'écoute des autres opinions ? Le débat n'y est-il pas décousu, rendu compliqué par toute une série d'éléments déroutants (émojis, humour, décalages temporels, remarques hors-sujets, malentendus...) ? Ces expériences en confinement alimentent la réflexion interne sur les enjeux du numérique, déjà bien présente dans notre mouvement (Cf. ci-dessus).

Le journal régional, là où il existe, ou l'envoi de « news » sont également une façon de garder le lien, certes moins personnelle mais qui assure la continuité de l'information entre tous.

### Réduire la fracture numérique : équiper, former... et créer !

La visioconférence, c'est bien, mais cela nécessite toute une série de prérequis que tout le monde n'a pas forcément à disposition. Si les réunions via ZOOM, TEAMS ou BIGBLUEBUTTON sont devenues une routine pour les professionnels du mouvement (avec leur lot de lassitude et d'épuisement devant les écrans), elles sont restées, jusqu'à aujourd'hui, inaccessibles à un nombre important de personnes parmi nos militant.e.s et nos publics. Dans certains cas, il a été possible d'équiper en matériel et de former les personnes à l'utilisation de certains logiciels. Cela a notamment été le cas dans la régionale de Charleroi-Thuin, où l'accent a été mis sur le fait de rendre possibles les réunions mensuelles de l'équipe régionale.



À Tournai et Mouscron également, des dizaines d'heures ont été consacrées à trouver de l'équipement informatique, à l'installer et à accompagner des personnes peu familiarisées à ces outils. À Florennes, Philippeville et Couvin, ce sont des tablettes qui ont été distribuées afin de permettre l'utilisation de ZOOM et de FACEBOOK.

Bien au-delà de l'initiation à l'utilisation de l'informatique et d'Internet, il a également été possible, ici et là, de réaliser de véritables ateliers de création en ligne. Par exemple, à Verviers, le groupe en théâtre-action « **L'illettrisme osons en parler** », a profité de l'interlude Covid pour créer un conte audiophonique (avec bruitages et effets) sur le thème du logement.

## Nos pratiques en temps de pandémie

### En visio, en plein air, dans les livres ou sur papier : maintenir du débat citoyen !



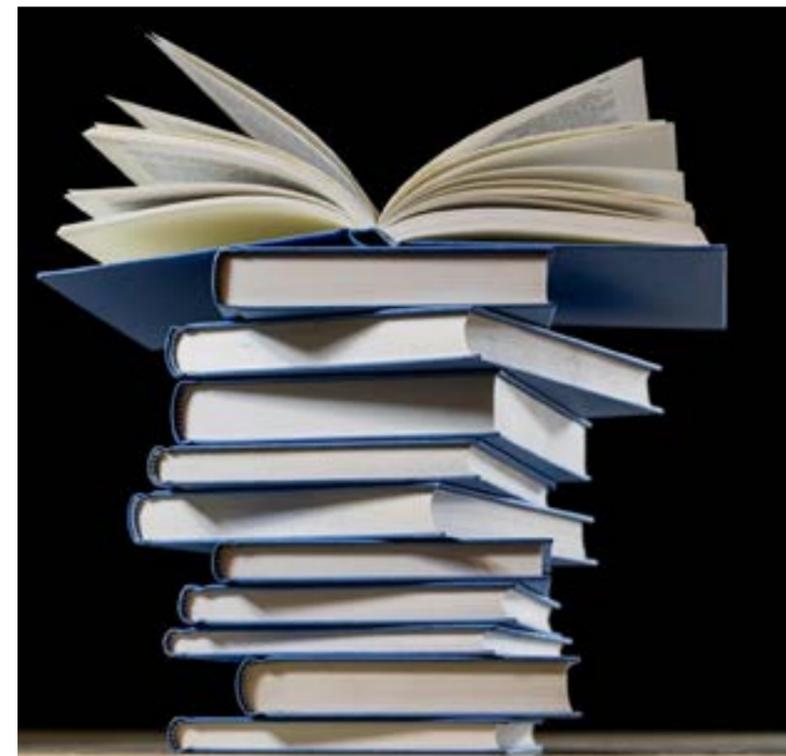
Lors du second confinement, dans la plupart des régionales on a observé une volonté très forte de maintenir de l'activité et des échanges malgré le contexte. Au-delà du lien, le désir de **partager, de débattre, de confronter des points de vue** était bien présent. À commencer par le besoin **d'échanger au sujet des expériences de confinement** elles-mêmes ! Au mois de juin, le mouvement avait commencé à développer des animations-types permettant de retracer les vécus et les émotions ressenties. Cette dynamique n'a pas eu le temps de se structurer dans le temps, mais cela n'a pas empêché les groupes locaux de s'enclencher, parfois de façon spontanée. Le groupe de Beaumont s'est interrogé sur la gestion gouvernementale de la crise sanitaire, les stagiaires du CISP IFI à Tournai ont identifié l'importance d'une sécurité sociale forte pour faire face à des crises sanitaires, tandis qu'à Wanfercée-Baulet, c'est plutôt le vécu de confinement qui a été mis en avant autour de quelques témoignages, dont celui d'un militant qui a tenu un journal de confinement quotidien. Ce fut aussi le cas à Jumet : solitude, inquiétudes, pertes de repères, angoisses face à l'avenir, décès de proches... **l'expérience du Covid bouleverse en profondeur**. Ces vécus, tous uniques mais souvent similaires en termes de détresse, d'incompréhensions ou de désarroi, ont été mis au centre de nombreux échanges également à Comines, Ploegsteert, Stavelot-Malmedy, à Tintigny et dans six groupes de la régionale de Liège-Huy-Waremme.

Des **balades en extérieur** ont aussi été organisées pour permettre de se voir et de se parler tout en respectant les règles sanitaires. À Manage, pour partager des trucs et astuces du quotidien pour « survivre » en temps de pandémie et pour poursuivre des réflexions antérieures sur la place de la culture dans la société, à Virton aussi, et du côté de Verviers, où les membres de l'équipe régionale ont réalisé des **marches exploratoires** en vue d'une

« marche citoyenne » à venir. Par groupe de 4 personnes, ils ont effectué des courtes expéditions préparatoires pour repérer le terrain, rencontrer (de loin) des gens, pour évaluer les difficultés, pour noter des endroits de passages potentiellement intéressants et s'enrichir de découvertes tout en marchant. Exemple : « *au départ de Thimister (dans le Pays de Herve), de l'ASBL de bouche à Oreille, passons par le marché des producteurs pour nous diriger vers Teuven (dans les Fourons) : y aura-t-il sur notre chemin des fermes avec vente aux particuliers, des producteurs bio, des magasins avec produits du terroir ? Nous noterons nos découvertes pour avoir un lexique qui sera prêt lorsque nous pourrions enfin vivre ces 4 journées en présentiel.* »

Parfois, ce qui se faisait en présentiel a pu être adapté en visioconférence. Ce fut le cas pour quelques groupes comme celui du **GAL de Waremme**, le **groupe « politique » de Verviers**, le **groupe Philo & Société** qui a travaillé à partir de thématiques préparées à tour de rôle par chacun de ses membres, le **groupe « Rencontres citoyennes » à Seraing**, diverses équipes régionales, et même des groupes de théâtre-action qui se sont mis à répéter via écrans interposés (**Groupe « Identités plurielles » à Verviers** et acteurs de « L'effet Paillason » dans la régionale de **Namur**). Pour les **ateliers d'autodéfense numérique**, l'adaptation en visio joint le geste à la parole avec le choix du logiciel libre de visioconférence BIGBLUEBUTTON. Notons que les visioconférences ont montré leurs limites. Certain.e.s participant.e.s les refusent, d'autres manifestent ouvertement qu'ils les supportent de moins en moins. Ces expériences charrient **des questions pour l'avenir** : parfois, c'est vraiment un outil utile, notamment pour limiter les déplacements. Mais la participation à une réunion ou à une discussion n'est pas la même en distanciel ou en présentiel : il s'agira donc d'apprendre à discerner les cas où une visio est appropriée et les cas où elle ne l'est pas du tout. Cette découverte massive des outils numériques pose les mêmes questionnements à tous les niveaux du mouvement, des groupes locaux aux instances de coordination en passant par les instances régionales...

Une autre manière de se mobiliser autour d'analyses de société a été favorisée par le confinement : **l'arpentage de livres**. Nous en avons déjà entendu parler, mais c'est seulement cette année que cette pratique - qui consiste à



« diviser » un livre entre plusieurs lecteurs qui se le racontent les uns aux autres - s'est diffusée de groupe en groupe, le tout en visioconférence. Tout a commencé à **Liège** avec « *Le coup d'état climatique* » de Mark Alizart qui a fait découvrir aux « arpenteurs-lecteurs » la notion de « carbofascisme ». Si les lecteurs partageaient les constats de Mark Alizart, ils ne partageaient pas forcément ses propositions pour lutter contre le réchauffement climatique... Dans la régionale de **Namur**, le choix s'est porté sur le tout récent livre de Marc Chambeau, « *Restez chez vous ! Portes closes* », qui aborde précisément les « cris, chuchotements et colères au temps du virus »... Des militants de **Philippeville**, **Florennes** et **Gedinne** se sont ainsi répartis divers témoignages à lire et à restituer aux autres. Enfin, à **Court-Saint-Etienne**, les participants au groupe **L'autre table**, dans l'impossibilité de se réunir, ont choisi d'expérimenter l'arpentage avec le livre de Gene Sharp, « *De la dictature à la démocratie* ». Cet exercice a révélé à l'un

ou l'autre qu'au fond... ils étaient capables de lire et qu'ils aimaient ça ! Et cela a aussi amené à approfondir les notions de démocratie et de dictature.

Deux groupes de la régionale du **Hainaut Centre** (« **Réco** » et **Pâturages**) ont, quant à eux, choisi de mener des **débats... par courriers interposés**. Un texte est choisi et envoyé aux participants avec quelques questions. Chacun choisit son canal de communication préféré (mail, courrier, téléphone...) et fait part de ses commentaires à l'animateur, qui réalise une petite synthèse à partir des contributions de chacun.

### Recueillir des expressions citoyennes et occuper l'espace public

Lors du premier confinement, le MOC de Bruxelles et ses organisations constitutives - dont les *Equipes Populaires* - ont fait le choix, au départ des groupes et projets existants, de récolter et de porter publiquement la parole de précaires, des exclus ou isolés. Ceux qui sont les premiers à subir une situation qui ne fait qu'aggraver les inégalités, écraser les plus faibles. Ceux que l'on n'entend pas, ou qu'on ne veut pas entendre. Ce travail de suivi, d'accompagnement, de construction de liens, a permis de faire émerger des témoignages qui ont été rendus publics dans un petit journal appelé « Les Confins ». Ce travail s'est ensuite poursuivi et transformé politiquement et concrètement, en actes de solidarité, d'organisation collective, de défense des droits. Des militants de notre **régionale bruxelloise** s'y impliquent notamment sur la question du logement et de la place des locataires dans les dynamiques sociales.

Dans la régionale du **Hainaut Centre**, le premier confinement a été l'occasion de relancer le petit journal régional intitulé « **Rond-Point** », avec trois numéros réalisés en 2020 qui faisaient la part belle à des témoignages, des points de vue, des nouvelles des groupes... Plus tard, à **Baudour**, un concours d'expressions créatives sera lancé sur la page Facebook de **L'école de la rue**. En **Hainaut Occidental**, c'est « **Le Petit Populaire** » qui a circulé, en posant la question à ses lecteurs « Que pensez-vous du respect des Droits Humains de nos jours ? ». Dans la régionale de **Liège-Huy-Waremme**, ce n'est pas sur papier mais sur Facebook qu'ont été publiés les témoignages de membres recueillis par mail et par téléphone. Ce recueil de « paroles libres et populaires », intitulé **Murs murs**, a ainsi permis de visualiser le vécu de personnes qu'on entend peu ou pas du tout.



C'est également sur Facebook que la régionale de **Namur** a créé un espace d'expression, « **Le(s) jour(s) d'après** », à destination de ses membres. En province de **Luxembourg**, la récolte d'expressions citoyennes est passée par plusieurs canaux complémentaires. Par e-mail et via les réseaux sociaux, suite à un appel du CFO, « **Même masqué.e, je ne compte pas la fermer !** », sur la page Facebook « **Créatives essentielles** » qui appelait à partager une photo, un poème, un dessin... mais aussi dans la rue au moyen d'un micro-trottoir à **Libramont**. Cette collecte d'expressions a été mise en valeur dans l'espace public, sous forme de cartes postales plastifiées accrochées aux arbres dans 3 villes de la province (**Arlon**, **Libramont** et **Virton**) au moment des fêtes de fin d'année. Les membres et sympathisants de la régionale ont également été invités à se joindre à la manifestation de « La santé en lutte » le 13 septembre 2020, afin de prolonger ces initiatives de prise de parole.

Cette importante mobilisation pour visibiliser des témoignages dans la plupart de nos régionales s'est prolongée, au niveau de la coordination du mouvement, par un **travail de mise en commun** en vue de créer une page Facebook à l'échelle du mouvement, qui sera finalement intégrée à notre page existante « **Comm'une histoire** », destinée à partager les histoires digitales créées dans les différents groupes, et qui s'élargit ici à la communication de tout témoignage citoyen quelle que soit sa forme.

Cette mutualisation de paroles nous apparaît de plus en plus comme un point d'appui important pour communiquer et agir dans l'espace public en tant que mouvement, et tenter de relayer des réalités populaires. Dans un contexte évident de défiance vis-à-vis des paroles institutionnelles et politiques, il nous semble essentiel, en tant que corps intermédiaire, de nous situer précisément entre les citoyens et les organisations collectives impliquées dans le dialogue social, entre les personnes et le monde politique, afin **d'articuler les réalités vécues avec les enjeux politiques**, afin de faire descendre les grands enjeux de société dans les espaces de vie et de délibération populaires, et d'irriguer le débat public avec les exigences du vécu (qui s'ajoutent aux exigences des grands défis à affronter). Le pilotage technocratique a montré ses limites. Si la rigueur implacable des chiffres et des statistiques a sa part de réel, elle doit impérativement, aujourd'hui plus que jamais, être complétée et vérifiée par la vigueur des vécus. Les mouvements associatifs comme le nôtre ont un rôle exigeant de structuration et de mise en commun, d'articulation, de mise en lien avec les institutions.

### En première ligne : une solidarité immédiate et concrète

Dès le premier confinement, le réflexe initial au sein de nos régionales a été de se montrer solidaires de celles et ceux qui avaient des **besoins immédiats** : besoin de nourriture, de vêtements, d'hébergement, de mobilité... Le confinement a rendu la vie des personnes précarisées encore plus compliquée. Les quelques mesures d'urgence organisées par les pouvoirs publics étant largement insuffisantes, l'ADN d'égalité et de solidarité de notre mouvement, comme de bien d'autres organisations n'étant pas *a priori* destinées à fournir des aides matérielles directes, a spontanément surgi pour pallier des situations d'urgence sociale. En voici un bref aperçu.



À Nivelles, des bénévoles se sont mobilisés au sein de la plateforme « **Commune hospitalière** » dès le mois de mars pour **soutenir des personnes migrantes pour lesquelles le confinement était doublement contraignant**. Cela passe par de la recherche de mobilier et d'équipements informatiques, des cours particuliers, de **l'accompagnement de suivis médicaux**, de l'aide administrative, etc. À Verviers aussi, autour de la **Voix des Sans-Papiers**, une mobilisation équivalente a lieu avec de la distribution de **colis alimentaires**, de l'acheminement de matériel, de l'accompagnement dans les CPAS, la collecte

de cadeaux au moment des fêtes... À Habay et Aubange, en province du Luxembourg, on apporte des vivres non périssables et des vêtements aux migrants qui logent sous tente dans des camps de fortune en forêt.

La distribution de colis alimentaires s'organise dans diverses régionales du mouvement. Ce sont évidemment, parmi nos publics et au-delà, les plus fragiles qui en bénéficient (sans-papiers, personnes en grande précarité), notamment à Baudour, à Comines, à Mouscron et à Tournai. À Bruxelles, cela prend la forme d'une « **maraude citoyenne** » chaque semaine pour distribuer des colis aux personnes sans abri à la gare centrale. Outre les colis alimentaires, permanents et bénévoles font aussi parfois office de « **taxi social** », aident des personnes seules à faire leurs courses ou à assister à des rendez-vous médicaux.



À Florennes et à Philippeville où se tiennent normalement des **Ateliers Questions Logement**, une **permanence téléphonique** est organisée en remplacement de ces ateliers. À Mouscron, la **confection de masques en tissu** (chacun chez soi évidemment) est encore un autre exemple de manifestation d'une solidarité chaude.

Enfin, et c'est bien sûr impossible à synthétiser ici, la solidarité directe est omniprésente aussi de façon informelle entre militants et sympathisants proches.

Ces actions de solidarité de première ligne, qui se sont imposées naturellement vu le contexte de confinement, n'ont pas manqué d'interroger permanents et bénévoles sur le sens de leur métier. Car l'aide de première ligne s'accompagne aussi de la réception de certaines détresses psychologiques, sociales, de souffrances lourdes qui sont confiées sur le tas au gré des rencontres. Or, si la solidarité est dans notre ADN, les professionnels de notre mouvement n'étaient cependant pas toujours prêts à assumer soudainement des missions d'aide sociale et de soutien psychologique. Par ailleurs, le sens même de l'éducation permanente est interrogé dans de telles situations : où placer la priorité ? Comment articuler le besoin d'aide directe et le souci de dessiner collectivement des trajectoires d'appropriation critique et politique, d'action collective ? Le confinement et la crise sanitaire ont fait temporairement exploser les frontières entre les « secteurs » d'activité des organisations, entre les « silos » d'activités subventionnées... Une profonde réflexion sur le sens et sur l'organisation des missions de solidarité et d'éducation permanente va inévitablement agiter notre mouvement, ainsi que l'ensemble du secteur. C'est le propre des crises et des urgences : elles rebattent les cartes et forcent à des remises en question.

### Education permanente et Covid : « Raccorder » une société qui se défait

**Tandis que se profile une probable sortie définitive de confinement, ce qui ressort de ces vingt derniers mois est davantage l'augmentation des colères, de la défiance et du ressentiment que celle de la solidarité ou de la confiance en nos institutions. Face aux fractures sociales qui sont encore plus visibles et dans un climat de tension où les débats sont de moins en moins sereins, quel sens donner au travail d'éducation permanente après une période aussi chamboulée ?**



Les *Equipes Populaires*, au même titre que d'autres organisations collectives ou que les citoyens en général, ont fait l'expérience de la différence entre les deux moments de confinement (de mars à juin, puis à partir d'octobre). À l'adrénaline solidaire du premier (« On va s'en sortir ensemble ») a succédé la lassitude, le dépit et la critique de mesures gouvernementales très inégales - tantôt légitimes et porteuses de compensations sociales, tantôt génératrices d'inégalités ; tantôt expliquées et comprises, tantôt expéditives et absurdes. **Au sein de nombreux groupes de notre mouvement, les animateurs et militant.e.s ont ressenti concrètement les fractures de la société : les institutions (politiques en particulier) ont perdu du crédit et les clivages d'opinions virent au clash : la discussion démocratique devient difficile, voire impossible.** En tant qu'acteurs institutionnels, cela pose une série de difficultés sur le terrain, non seulement en termes de gestion de groupe (combien de « prises de bec » entre tenants de visions opposées sur la vaccination, l'action gouvernementale, les médias, etc.), mais aussi parce qu'il est de moins en moins aisé de susciter de la confiance. Une organisation comme la nôtre, qui a pignon sur rue, qui reçoit des subsides publics et est imbriquée dans l'héritage du pilier social-chrétien, inspire parfois, et de plus en plus, de la méfiance *a priori*. Nous n'aimons pas le terme - car il ajoute de la stigmatisation à la catégorisation ambiante - mais il faut bien reconnaître que l'imaginaire complotiste a le vent en poupe et complique grandement les dynamiques de transformation sociale dont nous voulons être les accompagnateurs.

### Un métier chamboulé

Les conditions matérielles indispensables à des dynamiques d'éducation permanente ont ainsi été révélées par ces confinements : des locaux adaptés, de l'équipement informatique, des contacts réguliers, tout ce qui fait la vie physique des liens sociaux élémentaires a cruellement manqué. Plus fondamentalement encore, il n'est pas exagéré d'affirmer que **les métiers de l'éducation permanente ont été bouleversés**. « *Des heures et des heures à écouter les souffrances des gens* », résumait une permanente lors d'une réunion où nous avons tiré ensemble le bilan de cette année compliquée. Un sentiment d'impuissance a souvent été ressenti : l'esprit critique et le souci de construire des trajectoires collectives passent rapidement au second plan quand il s'agit d'écouter des détresses parfois très profondes dans un contexte aussi particulier. Sur un autre plan, mentionnons aussi la frustration des animateur.ice.s et des participant.e.s aux projets qui ont été stoppés net par le premier confinement. « *Nous avons été coupés en plein élan* », « *Nous nous sentons frustrés de voir s'évanouir et s'effiloche des dynamiques que nous avons parfois mis des mois voire des années à construire avec les publics* »... Cette frustration des projets suspendus s'est doublée d'une ruée « un peu animale » des professionnels du secteur associatif sur les technologies de visioconférence. Si l'on ajoute à cela l'incertitude permanente sur le moment de la « reprise », tant attendu, tant de fois reporté, on comprend que la

pratique du métier d'animateur.rice en éducation permanente a été secouée en profondeur. La mise à mal des rouages institutionnels habituels a eu un impact également sur le type de relations avec les partenaires de notre action. Dans certaines régionales, les difficultés de contact avec certains partenaires (CPAS, administrations, associations) ont entraîné un retour à une forme d'éducation permanente plus « organique », avec des collectifs auto-organisés.

### Témoins de l'augmentation des inégalités

Notre mouvement s'est aussi trouvé en première ligne pour observer l'augmentation des inégalités que la crise sanitaire a provoquée. Inégalités concrètes bien sûr, financières, matérielles, mais aussi inégalités d'accès, de temps, de disponibilités, d'espace. « *Les invisibles sont devenus encore plus invisibles, pendant que les visibles faisaient des visios* » résume une animatrice. Ceux qui ont eu le réflexe et les compétences pour « switcher » sur les logiciels de visioconférence ont-ils vu que de nombreuses personnes restaient sur le carreau, encore moins visibles et audibles ? Et elle enfonce le clou : « *Oui, certains ont eu le temps de faire des visios et de prendre du recul en réfléchissant au monde d'après ; nous en faisons partie, nous professionnels du secteur... Mais n'ont-ils pas raison, ceux qui nous observent, quand ils disent que nous faisons de l'éducation permanente en chambre ?* » Cette interpellation puissante pointe une tension fondamentale qui ressurgit souvent, mais avec encore plus d'insistance en période de crise : comment articuler esprit critique et aide aux personnes ? **Comment éviter que notre souci de construire du projet commun et de l'action collective ne soit perçu comme superflu, voire inadéquat (« artificiel ») par des personnes en situation de précarité ou de souffrance ?** Il existe certes toute une littérature théorique qui articule parfaitement les souffrances personnelles à des dominations subies... et l'on peut savoir qu'il est important de politiser ces situations de vie pour les améliorer collectivement. Il n'empêche, dans le quotidien de l'action de terrain, dans l'animation, dans la rencontre avec les personnes, ces concepts et ces convictions n'aident pas toujours. Le monde de la culture, qui s'est longtemps senti négligé durant la crise, oublié par les politiques, recèle en son sein des grandes disparités internes. Les acteurs de l'éducation permanente étaient un peu « les oubliés parmi les oubliés ». Le maintien des subventions, capital à la survie du secteur et précieux pour préparer son redéploiement, n'a pas empêché pour autant un sentiment de perte de sens chez certains travailleurs, coupés de leurs terrains, et dans l'impossibilité de faire comprendre autour d'eux le sens de leur métier - doublement « non-essentiel » et même carrément inexistant dans la communication publique.



### Consolider les fondations

Un autre enseignement essentiel de cette période inédite concerne l'importance des conditions même de l'éducation populaire, qu'on a sans doute tendance à tenir pour trop facilement acquises alors qu'elles exigent de plus en plus d'implication, de travail, d'efforts et de soins. Nous parlons des liens de base, de la confiance entre les personnes, de la convivialité, de la chaleur humaine qui prend du temps à naître au sein d'un groupe. **Sans cette proximité, sans ces solidarités chaudes, les trajectoires critiques et politiques que nous avons vocation à co-construire avec les gens peuvent n'être qu'un feu de paille allumé à la hâte.** Or, les exigences du métier, avec ses obligations décrétales, sont telles que le temps manque souvent pour la construction de ces liens : par crainte de se trouver hors des critères de la citoyenneté critique qu'on s'applique à promouvoir, **on néglige peut-être le temps nécessaire au socle fondamental de toute dynamique collective, qui repose sur des liens de confiance et de proximité.** C'est en tout cas une leçon que nous tirons de l'expérience du Covid : il y a une immense part de travail invisible en amont des activités exigibles en éducation permanente, une part indispensable mais non reconnue comme telle. Cette partie de notre travail est probablement vouée à augmenter car la société semble avoir au moins autant besoin de confiance que de réflexivité critique. Ces quelques réflexions globales, loin de nous décourager, tendent au contraire à nous remobiliser dans le sens que nous pouvons donner à nos missions d'éducation permanente. Bien sûr, l'épuisement guette et la société est travaillée par un ressentiment généralisé. C'est la raison pour laquelle il serait futile de « reprendre » nos activités d'éducation permanente « comme si de rien n'était ». **La reprise peut avoir un autre sens : il s'agit plutôt de « reprendre », autrement dit de raccommoder les fondamentaux des liens entre les gens : présence, écoute, confiance, disponibilité.** La possibilité d'agir collectivement pour transformer le monde dépend, aujourd'hui plus que jamais, du niveau de confiance que nous sommes capables de susciter entre les personnes, entre les collectifs, ainsi qu'avec les relais institutionnels de cette transformation sociale. Quelle que soit l'ampleur de la tâche (les enjeux écologiques et sociaux sont énormes), le travail de « reprise » des liens fracturés et de raccommodage de la société sera chaque jour un métier de plus en plus essentiel.

# La sécurité sociale, notre meilleure protection face aux crises. Renforçons-la !

## CAMPAGNE EN PARTENARIAT ENTRE LES EQUIPES POPULAIRES, VIE FEMININE ET LE CIEP

La crise sanitaire nous a invités à repenser la campagne 2020 qui devait être menée autour de la sécurité sociale. Il nous a semblé primordial de saisir le moment pour sensibiliser plus largement le public à l'importance de la sécurité sociale, montrer ce que la crise sanitaire révèle du système global et mettre en avant des problèmes structurels.

Il nous semblait important de mettre en avant plusieurs éléments :

- L'importance de la sécurité sociale telle qu'on la connaît en Belgique en montrant ses forces et ses faiblesses dans la crise sanitaire : « *heureusement qu'on l'a et qu'on a pu en bénéficier* » et « *comment ça aurait pu être si ça avait été correctement financé et si les droits aux prestations avaient pu être adaptés à la crise sanitaire actuelle* ».
- L'importance de politiques et systèmes de santé publique « résilients », c'est-à-dire qui peuvent assumer leurs missions et survivre face aux chocs, notamment en n'étant pas dans des schémas managériaux et induits par les préceptes néolibéraux (flux tendus, diminutions des dépenses), mais qui pourraient anticiper les équipements nécessaires tout en prévoyant un fonds d'urgence sanitaire, lutter contre la privatisation des gains et de la socialisation des pertes : exemple des laboratoires universitaires vs entreprises pharmaceutiques, pré-organiser la coopération européenne, etc.
- Montrer que ces crises n'affectent pas tout le monde de la même manière et qu'il s'agit d'une question de « droits » : les publics fragilisés (travailleurs précaires, femmes, sans-papiers, extensions de droits à d'autres catégories comme les jobistes, les faux indépendants, etc.) en sont plus victimes et les rapports de domination sont exacerbés. Il faut que la sécurité sociale inclue toutes les personnes aujourd'hui oubliées (et qui l'ont été durant la crise).
- Montrer que refinancer la sécurité sociale c'est possible (et le lier aux revendications sur les droits) : c'est une question de choix politique (et de justice fiscale).
- Faire le lien aussi avec l'aspect universel de la protection sociale et l'existence de cadres internationaux pour la promouvoir (montrer le contraste avec d'autres pays dans le monde).



L'ambition étant grande, et partagée par d'autres acteurs de notre mouvement (MOC), il nous semblait essentiel de mener cette campagne en partenariat avec les organisations d'éducation permanente, à savoir le CIEP, Vie Féminine et les *Equipes Populaires*. De plus, d'autres organisations du mouvement (CSC, MC, JOC et WSM) ont été impliquées

à divers moments dans la construction de la campagne. Confinement oblige, la première phase de la campagne s'est déroulée exclusivement en ligne. La deuxième phase de la campagne devait se dérouler d'octobre à décembre de manière classique. Mais le regain de l'épidémie début octobre nous a pris de court, et nous a forcés à annuler une série d'activités prévues, notamment dans l'espace public ou avec des groupes de militants. Nous n'avons donc pas pu mettre en œuvre cette 2<sup>e</sup> phase de campagne telle qu'elle avait été envisagée par le groupe en charge de celle-ci. Certains événements ont été transformés en virtuel pour être conservés, mais toute la partie en lien avec le public, dans des espaces publics ou de formation, n'a pu avoir lieu.

### La campagne poursuivait plusieurs objectifs

- Faire s'approprier par le grand public les fondements de la sécurité sociale, à savoir ses branches, mais aussi et surtout ses enjeux, son financement, ses forces et ses faiblesses, en partant notamment de l'exemple de la crise sanitaire vécue avec la Covid-19, mais pas uniquement.
- Montrer que ces crises n'affectent pas tout le monde de la même manière et qu'il s'agit d'une question de "droits" : publics fragilisés et rapports de domination (travailleur.euse.s précaires, femmes, sans-papiers, extensions de droits à d'autres catégories comme les jobistes, les faux indépendants, etc.). Il faut que la sécurité sociale inclue toutes les personnes aujourd'hui oubliées (et qui l'ont été durant la crise), ici et ailleurs dans le monde, en démontrant l'aspect universel de la protection sociale et l'existence de cadres internationaux pour la promouvoir.
- Démontrer l'importance de politiques et systèmes de santé publique "résilients", c'est-à-dire qui peuvent assumer leurs missions et survivre face aux chocs.

Cette campagne a donc été menée en deux temps, chaque temps permettant d'atteindre des objectifs différents, en mettant en avant différents éléments de la campagne. **La 1<sup>e</sup> phase de la campagne** (mai-juin) était liée au coronavirus. Elle a été planifiée rapidement afin de répondre au contexte particulier dans lequel la Belgique se situait. Pour cette première phase de campagne, l'objectif était surtout d'attirer l'attention sur le fait que de nombreuses mesures prises pour faire face à la crise relèvent largement de la sécurité sociale et de ses différentes branches. La sécurité sociale montre donc à nouveau toute son importance. L'impact de la crise a été plus dur pour les personnes échappant à sa protection ou n'ayant qu'une protection partielle.

**La 2<sup>e</sup> phase de la campagne** s'est organisée de juillet (début de la préparation avec les régions) à décembre 2020 (octobre-décembre pour la mise en œuvre). Cette seconde partie de campagne visait surtout à :

- Faire s'approprier par le grand public ce qu'est la sécurité sociale (de quoi on parle : les 7 branches, ses enjeux, son financement, ses limites, en fonction des revendications, etc.)
- Porter les revendications pour améliorer la sécurité sociale, notamment en pouvant montrer ses faiblesses et dire qu'il faut la renforcer.

### Revendications de la campagne

Ces revendications ont été discutées par l'ensemble du mouvement, dans une réflexion globale sur la sécurité sociale. Elles comportent un principe et 5 objectifs, ainsi qu'un moyen à mettre en œuvre.

**Un principe** : des droits propres accessibles qui assurent une sécurité d'existence pour chacun et chacune.

**5 objectifs politiques** :

1. Suppression du statut de cohabitant
2. Relèvement substantiel des minima sociaux, dont la pension minimum
3. Suppression et réforme des dispositifs et mesures conduisant à pénaliser les personnes au chômage (et les bénéficiaires de l'aide sociale)
4. Retour à 65 ans pour l'âge légal de la pension avec des aménagements de fin de carrière
5. Anticipation et réinvestissement dans notre système de santé

**Un seul moyen**, le refinancement de la sécurité sociale, à travers la réhabilitation de la cotisation sociale (c'est le sens politique d'une revendication multiple) et une fiscalité juste pour un financement suffisant par l'Etat.

### Une campagne en 4 axes

1. **Communiquer au grand public sur ce qu'est la sécurité sociale et son importance**, particulièrement en temps de crise. Pendant la 1<sup>e</sup> phase, l'objectif était surtout d'attirer l'attention sur le fait que les mesures qui ont été prises pour faire face à la crise relèvent largement de la sécurité sociale et de ses différentes branches. Pendant la 2<sup>e</sup> phase, l'objectif était de détailler par sous-thèmes les différents aspects de la sécurité sociale.

Pour ce faire, nous avons créé un slogan, un logo, une page facebook et un URL spécifique pour la campagne. Sur les réseaux sociaux, deux moments ont été particulièrement utilisés :

- Le premier en juin-juillet avec la première partie de la campagne,
- Le deuxième en octobre-décembre, qui a permis de mettre en avant les différents volets thématiques de la campagne et de la brochure.

Nous avons contacté la presse pour le lancement de la 1<sup>e</sup> phase de campagne et des articles sont parus dans les revues des différentes organisations partenaires et plus largement du mouvement. <http://www.protegeonslasecuritesociale.be>

2. **Sensibiliser le grand public à ce qu'est la sécurité sociale** (fonctionnement, différentes branches), à son importance dans notre vie quotidienne et à son renforcement Grand public et public militant. Pour ce faire,

nous avons créé un outil "Où sont les bénéficiaires de la sécurité sociale" sous forme d'un dépliant illustré de type "Où est Charlie ?". Cet outil-jeu permet de mettre en avant les différents aspects de la sécurité sociale de manière ludique et s'adresse au grand public mais également au public en animation. Une fiche pédagogique expliquant les différentes utilisations possibles de l'outil est également disponible.

Participation à la Foire du livre politique et animations d'ateliers pour des jeunes de l'enseignement secondaire ⇒ annulé suite aux mesures Covid !

De nombreuses activités de sensibilisation dans l'espace public avaient été imaginées mais ont dû être annulées à



cause du reconfinement déclaré par les autorités. Des activités ont néanmoins pu se réaliser en distanciel.

3. **Former nos militant.e.s et nos cadres aux différents enjeux liés à la sécurité sociale**, principalement les défis à relever dans différents secteurs (santé mentale, jeunes, femmes, personnes sans papiers, temps partiels, etc.) ainsi que l'enjeu du financement. Nous avons dès lors publié une brochure de campagne reprenant différents aspects de la sécurité sociale. L'ensemble des organisations du mouvement ont contribué à ce dossier, afin de mettre l'accent sur un aspect spécifique de la sécurité sociale qu'elles défendaient ou souhaitaient mettre en avant. Cette brochure a été tirée à 1000 exemplaires. La brochure a été diffusée aux militant.e.s du mouvement. Des formations ont également pu être mises en place au sein de certaines organisations constitutives.

4. **Mobiliser les militant.e.s mais aussi le grand public sur les enjeux et revendications de la campagne**. Organisation de midi-débats, de conférences ou participation à des journées d'étude. Action symbolique, coordonnée par WSM, dans l'espace public.

Comme indiqué dans les points précédents, certaines activités ayant dû être annulées pour cause de Covid, certaines animations ont lieu en 2021 et des publications seront également programmées en 2021 sur les thématiques liées à la campagne. Les propositions de formation et d'animation seront également prolongées en 2021.



## La revue Contrastes

Nos projets de publications ont été bouleversés en 2020 à cause de la crise sanitaire. Nous avons dû suspendre la finalisation d'un outil pédagogique et d'une recherche participative car les réalités de travail en confinement et l'absence de contacts possibles pour associer les publics à la poursuite de leur élaboration ne nous permettait pas de réaliser un travail abouti sur le plan pédagogique et analytique.

De manière générale, toutes les publications produites aux Equipes Populaires sont en lien avec nos actions de proximité et s'organisent autour de deux dynamiques :

- Soit, elles rendent compte des avancées, du travail d'analyse et de critique produit par le mouvement, les plateformes ou réseaux dont il fait partie ;
- Soit, les analyses sont envisagées comme du matériau de travail pour aller plus loin dans l'analyse et l'action.

En 2020 cependant, une troisième dynamique s'est invitée dans nos analyses, celle du regard porté sur les questions de société mais analysées au regard de l'actualité sanitaire.

Le dossier de *Contrastes* sur la fiscalité (février 2020) est paru avant le déclenchement de la pandémie dans notre pays. Il s'inscrit dans le cadre de notre forte implication dans le Réseau pour la Justice fiscale et dans la foulée d'un colloque organisé en novembre 2019 sur

### A noter : Des changements liés aux formules d'abonnement

En 2020, les Equipes Populaires ont entamé un chantier de réforme des affiliations. L'adhésion au mouvement se réalise à présent uniquement sur base d'un partage des valeurs (via la signature d'une charte d'adhésion) et n'est plus liée à aucune exigence de cotisation.

Cette modification a des incidences sur la politique de diffusion de nos publications.

Tous les adhérents reçoivent le magazine *Contrastes*, ce qui signifie potentiellement une augmentation de la diffusion et, dans tous les cas, une plus grande accessibilité. Un système d'abonnement pour les non-membres du mouvement est par ailleurs conservé, ainsi qu'un envoi aux acteurs et partenaires du secteur. Par ailleurs, nous avons également pris la décision d'étendre la diffusion de notre bulletin de liaison (*La Fourmilière*) à tous les participants de nos groupes et projets, qu'ils soient adhérents ou non. Ce nouveau modèle a pour but de coller davantage aux réalités de la militance, de la participation et de l'engagement au 21<sup>e</sup> siècle.

l'impôt des personnes physiques et en particulier sur la globalisation des revenus. Les cinq articles de ce numéro concernent la fraude et l'évasion fiscale, l'impôt sur la fortune, la progressivité de l'impôt. Ce thème devient crucial à l'heure où les finances publiques ne permettent plus de financer suffisamment les politiques sociales ; nos groupes sont de plus en plus conscients que la fiscalité est la clé de la justice sociale.

Dès avril 2020, le Covid s'invite dans tous nos numéros de *Contrastes*. En avril, c'est déjà le rôle des experts et le risque de dérives démocratiques qui sont questionnés au travers de ce numéro. La question de l'Après-corona est déjà mise en questionnement dans ce numéro.

En juin 2020, ce sont les questions d'inégalités face à la pandémie, les changements de nos habitudes de consommation, notre manière de vivre ensemble malgré la distanciation sociale, et la valeur accordée au travail dit « non essentiel » qui sont traitées dans ce numéro.

Le numéro d'août 2020 intitulé « Réinventer l'avenir » est entièrement consacré à un questionnement et un approfondissement de la charte fondatrice de la plateforme *Faire front*, constituée de 500 associations et personnalités qui se sont rassemblées pour réfléchir et agir dans la perspective du « monde d'après Covid ».

Les numéros d'octobre et de décembre 2020 ont été consacrés respectivement à la question des droits humains et de démocratie, ces notions fondamentales pourtant de plus en plus questionnées, voire bafouées en période de Covid. La surveillance numérique et la montée du complotisme sont notamment abordées dans ces deux numéros.

### A épinglez : Une victoire politique suite à une étude publiée en 2018

Une suite positive importante est à souligner dans la foulée d'une étude publiée en 2018. En effet, l'une de nos deux études concernait la médiation des litiges en matière de consommation. Cette étude a fait grand bruit -et a fait grincer des dents- au sein des services de médiation dépendant du SPF Economie. L'étude mettait le doigt sur des dysfonctionnements en matière d'accessibilité de ces services et dans la manière dont les dossiers de médiation étaient traités... ou pas.

Nous avons été suivis dans notre analyse et nos recommandations politiques par de nombreuses organisations de consommateurs, qui ont interpellé le ministre compétent. Nous avons été heureux de constater que ce dossier a porté ses fruits au niveau politique puisque grâce à lui, et au soutien des autres organisations, la question du fonctionnement des services de médiation a été reprise dans la déclaration de politique générale du gouvernement Vivaldi en octobre 2020.

# Outils pédagogiques

Depuis toujours, nous publions régulièrement des cahiers d'animation destinés à soutenir la vie de nos groupes et projets sur le terrain. Les thèmes de ces cahiers ont notamment concerné le développement durable (2009), l'énergie (2011) la politique communale (2012), les préjugés (2016), les Big data (2018). Souvent, la portée de ces publications dépasse largement le cadre de notre mouvement : ils sont commandés ou téléchargés (sur notre site) par des enseignants ou des animateurs socioculturels, en Belgique francophone mais aussi parfois à l'étranger quand le sujet y est transposable.

En 2020, aucun nouveau cahier n'a été édité mais nous avons cependant édité une première fiche d'animation dans la perspective d'une reprise des activités en présentiel après le confinement : « Le confinement et moi ».

## Recherche participative sur les peurs

Depuis fin 2019, nous sommes engagés dans une vaste recherche participative sur les « peurs » (les peurs au sein de la société, vis-à-vis de l'avenir). Elle a poursuivi sur sa lancée lors du premier trimestre de 2020 avec **l'organisation de focus-groupes dans toutes les régionales du mouvement** (entre novembre 2019 et mars 2020).

Ces moments d'échanges participatifs, structurés autour d'un canevas commun et tous animés par la même personne, ont duré chacun entre 2h et 3h. Les participant.e.s venaient de différents groupes et projets de chaque régionale : invitées à exprimer leurs grandes inquiétudes pour l'avenir, les personnes étaient ensuite guidées dans les échanges pour approfondir leurs points de vue et leurs analyses des grands enjeux de société qu'ils soulevaient spontanément.

Tous les focus-groupes ont débuté par cette vaste question ouverte : « *Aujourd'hui, qu'est-ce qui m'inquiète vraiment très fort dans la société ?* » Après quelques minutes de réflexion personnelle, chacun exprime librement ce qui lui fait peur, et l'on organise les réponses par ensembles thématiques. Les préoccupations le plus souvent exprimées concernent l'impuissance du monde politique, le pouvoir excessif des multinationales, le manque de perspectives d'emploi pour les plus jeunes, le changement climatique, l'impression que les gens sont aveuglés, l'éducation... Ce serait faire injure à la diversité des expressions que de les résumer ici en quelques mots : la publication finale (en 2022) en rendra compte dans le détail avec une mise en perspective. Et nous présenterons tous les résultats de notre recherche lors d'une journée ouverte au public.



Toutes nos analyses et fiches d'animation sont disponibles sur notre site [www.equipespopulaires.be](http://www.equipespopulaires.be)  
Retrouvez toutes les activités du mouvement dans **LA FOURMILIÈRE** (revue disponible au secrétariat), dans **Inter'Action**, la proxiletter des EP (s'y inscrire sur notre site) et sur Facebook : [www.facebook.com/equipespopulaires](https://www.facebook.com/equipespopulaires)